

L'Humanité



Rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi
30 novembre 1976

No 576

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

La campagne de soutien à l'Humanité Rouge

UNE NOUVELLE BATAILLE

Depuis 1963, année où ont commencé à se regrouper dans notre pays, les militants marxistes-léninistes en lutte contre le révisionnisme moderne, la bataille pour la création et le maintien de la presse marxiste-léniniste n'a jamais cessé.

C'est en juillet 1964 qu'a été prise la décision d'éditer un mensuel marxiste-léniniste, organe de la toute jeune Fédération des cercles marxistes-léninistes, dont le but devait être de regrouper et d'organiser les militants anciens issus du PCF et ceux plus jeunes qui ne l'avaient pas rejoint en raison de la dégénérescence révisionniste. A travers mille difficultés, cet objectif était atteint en février 1965 où sortait le No 1 de l'Humanité nouvelle alors édité à Marseille.

L'Humanité nouvelle devenait ensuite hebdomadaire en octobre 1965 en même temps que son administration et sa rédaction étaient transférées sur Paris, signe que les forces marxistes-léninistes s'étaient développées et que le mensuel avait bien rempli son rôle.

C'est grâce à cet hebdomadaire que le Mouvement communiste français (marxiste-léniniste) allait pouvoir lancer une puissante campagne pour l'existence en France d'un véritable parti communiste, battre les dirigeants révisionnistes et la bourgeoisie qui, déjà, s'acharnaient à saboter le journal et détruire de l'intérieur comme de l'extérieur les forces marxistes-léninistes, combattre également dans le mouvement marxiste-léniniste ceux qui s'opposaient à la création du parti. Cet objectif était atteint le 31 décembre 1967 avec la création du PCMLF qu'annonçait le No 83 du 4 janvier 1968 de l'Humanité nouvelle.

Au cours du printemps révolutionnaire de Mai-Juin 68, l'Humanité nouvelle, comme le PCMLF, se tint aux premiers rangs de la lutte des ouvriers, paysans, étudiants. Pendant quelques jours, il devint même quotidien. Comme le PCMLF, il fut interdit par la bourgeoisie le 12 juin 1968, ce qui ne l'empêcha de reparaitre clandestinement dès août 1968. Aujourd'hui l'Humanité nouvelle continue puisque son dernier No est sorti en octobre.

Cependant les marxistes-léninistes avaient besoin également d'une presse légale, c'est pourquoi le 19 septembre 1968 sortait le No 1 de l'hebdomaire «Provence rouge» suivi bientôt d'autres journaux régionaux et le 20 février 1969 du NO 1 de l'Humanité rouge. Cette sortie de l'Humanité rouge concrétisait la victoire sur les tenants de la liquidation de la presse marxiste-léniniste et de l'avant-garde marxiste-léniniste et leur dissolution dans les Comités d'action issus de Mai 68 et leur presse.

L'Humanité rouge en est à son No 576, aujourd'hui il est quotidien. Mais entre temps, quelles batailles pour son maintien et son développement ! Dès 1969, l'Humanité rouge, seul journal marxiste-léniniste, est l'enjeu de la lutte contre l'idéologie bourgeoise et celle de la petite-bourgeoisie. Les tentatives pour le détourner de ses buts, pour le contrôler, pour saboter sa diffusion se multiplient. En 1970, lorsque les communistes marxistes-léninistes de France traversent une grave crise, l'Humanité rouge est au cœur de la bataille. Il est à deux doigts de disparaître, mais dès octobre 70, grâce au dévouement des militants, au soutien des lecteurs, il connaît un nouvel essor. Traversant de sérieuses difficultés financières, il est à chaque fois sauvé par ses lecteurs qui participent à la souscription permanente.

(Suite p. 3)

L'ALBANIE SOCIALISTE A TRENTE DEUX ANS

Une fête pour tous les peuples révolutionnaires



Le peuple de Tirana accueille le gouvernement démocratique provisoire. Le camarade Enver Hoxha s'adresse au peuple à l'occasion de la Libération du pays (en haut à gauche). C'était il y a 32 ans...

Le 29 novembre 1944, l'Armée de Libération nationale détruisait la dernière poche d'occupation hitlérienne dans la ville de Shkoder marquant ainsi la Libération totale du pays et la victoire de la Révolution populaire. Pendant que deux divisions de l'armée pourchassaient les troupes hitlériennes en Yougoslavie côte à côte avec les partisans yougoslaves, le pou-

voir de démocratie populaire était instauré dans toute l'Albanie.

Chaque année cet anniversaire revêt une grande importance, non seulement pour le peuple albanais légitimement fier de sa patrie socialiste, qu'il édifie aux travers de grandioses efforts et luttes idéologiques et politiques sous la direction de son parti communiste, mais aussi pour tous les peu-

ples révolutionnaires du monde et tous les authentiques marxistes-léninistes qui (suite p. 2)

(Suite p. 4)

Depuis 10 jours 7 navires de guerre russes sont passés en Méditerranée

LE VRAI VISAGE DE LA «DETENTE»

Judi dernier, deux navires de la flotte de guerre social-impérialiste ont à nouveau franchi le Bosphore, passage entre la Turquie et la Bulgarie qui, depuis la mer Noire, donne accès à la Méditerranée.

Il s'agit d'un destroyer et d'un croiseur, tous deux porteurs de missiles nucléaires. Ce franchissement porte à 7 le nombre de navires militaires russes venus s'installer en Méditerranée depuis 10 jours. C'est avec un cynisme digne d'Hitler ou des chefs de file de l'impérialisme américain pendant son agression au Sud-Est asiatique que Brejnev foule aux pieds les traités internationaux interdisant le passage du Bosphore aux navires de ce tonnage. Pendant qu'il

continue à répandre ses bandes armées à travers le monde, il fait son tapage sur «la paix et la détente».

Ainsi, alors que l'agence de presse Novosti lançait, il y a 8 jours, un nouvel et fracassant «appel au désarmement général» soulignant qu'une telle tâche «doit devenir l'œuvre commune de tous les États du monde sans exception», on apprendait au même moment le lancement d'un nouveau missile russe à ogives multiples et à long rayon d'action pouvant atteindre 7 400 km, le SSNX 18, opérationnel d'ici un an. Il semble être conçu pour être mis en place sur les sous-marins lance-missiles «Delta».

(Suite p. 2)

32^e anniversaire de la République Populaire d'Albanie

Soirée d'amitié franco-albanaise

Vendredi 3 décembre 1976 à 20 Heures salle de la Mutualité

24 Rue Saint-Victor PARIS
Métro Maubert-Mutualité
organisée par l'association des
Amitiés Franco-Albanaïses

ONU : LE FERME SOUTIEN DE LA CHINE AUX PEUPLES PALESTINIEN ET ARABES

L'assemblée générale de l'ONU a débattu, du 15 au 24 novembre, du problème palestinien. Au cours de très vifs débats, les crimes sionistes et l'agression, l'expansion et la rivalité des superpuissances au Moyen-Orient ont été à nouveau rigoureusement condamnés par un nombre croissant de délégations, et notamment par celles de la Chine, de l'Albanie, du Kampuchéa démocratique et de l'Égypte.

LA LEGITIMITÉ DE LA LUTTE ARMÉE PALESTINIENNE

Farouk Kaddoumi, porte parole de l'OLP a d'abord souligné que la cause de la liberté partout dans le monde est une et inséparable. «C'est pourquoi, a-t-il souligné, nous nous trouvons en train de mener une lutte commune avec les peuples militants d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine contre l'impérialisme, ainsi que contre les doctrines et les pratiques racistes». «La lutte du peuple palestinien, a-t-il ajouté, applique les principes des Nations Unies et de la loi internationale relatifs au droit des peuples de lutter par tous les moyens, y compris la lutte armée, en vue d'atteindre leurs objectifs de souveraineté, d'indépendance et d'autodétermination». F. Kaddoumi devait ajouter qu'une juste solution au problème palestinien ne peut être basée que sur le droit du peuple palestinien à retourner dans sa patrie et à établir un Etat palestinien sur son sol national en concluant très solennellement : «Je déclare que les Palestiniens n'acceptent d'autre patrie que la Palestine».

Dans sa longue et ferme intervention, le délégué chinois devait réaffirmer l'indéfectible soutien de son pays et de son peuple à la cause palestinienne et arabe, précisant clairement les positions de la République populaire de Chine sur la situation au Moyen-Orient. Nous en publions ci-dessous les principaux extraits (les intertitres sont de la rédaction de l'Humanité Rouge) :

«La cause fondamentale de l'absence de règlement de la question palestinienne et de l'ensemble du problème du Moyen-Orient depuis une longue période réside dans l'expansion et la rivalité des superpuissances.»

«Les deux superpuissances soutiennent les agresseurs

israéliens dans divers domaines et par différentes voies.

ISRAËL A LE SOUTIEN DES DEUX SUPERPUISSANCES

Alors qu'Israël occupe encore maintenant une grande étendue du territoire arabe, elles font tout leur possible pour imposer de nouveau la situation de «ni guerre ni paix» aux peuples arabes dans une tentative de perpétuer l'occupation israélienne et de laisser la situation moyen-orientale dans une stagnation et une agitation permanentes, afin de faciliter leur rivalité intensifiée pour les sphères d'influence au Moyen-Orient. La solution «du pas à pas» avancée par une superpuissance présente en réalité la stagna-

tion dans un effort insensé pour aider le sionisme israélien à se sortir de sa situation fâcheuse. De l'autre il fait l'impossible pour semer la discorde et provoquer la division entre les pays arabes et entre la Palestine et les pays arabes.

Tantôt, sous le nom de «soutien», il agit en marchand de canons et fournit quelques armes, tantôt il utilise divers prétextes pour interrompre ces fournitures et exerce un chantage en profitant des difficultés d'autrui. Un jour, il joue la partie «a» contre la partie «b», et fait l'inverse le lendemain et ne ménage aucun effort pour s'ingérer sans retenue dans les affaires intérieures des pays arabes, incitant les arabes à se battre entre eux afin de profiter de cette situation pour imposer son

propre contrôle. En outre, il a tramé à maintes reprises des complots de subversion armée dans l'intention de renverser les gouvernements arabes légaux qui restent fermement opposés au colonialisme, à l'impérialisme et à l'hégémonie... Comme l'indique l'opinion publique d'un pays arabe qui a tant souffert d'avoir traité avec lui pendant des années, cette superpuissance «est devenue un des principaux obstacles à la réalisation de toutes nos aspirations nationales.»

APPLIQUER LA LIGNE REVOLUTIONNAIRE DU PRESIDENT MAO

«Sous la direction du président Houa Kouo-feng, le gouvernement et le peuple chinois resteront fidèles à la volonté du président Mao et sont déterminés à appliquer sans défaillance la

ligne et la politique révolutionnaires du président Mao pour les affaires étrangères. Nous soutenons résolument, comme par le passé, les peuples de Palestine et des pays arabes dans leur juste lutte contre le sionisme israélien et l'hégémonie des superpuissances, pour le recouvrement des territoires perdus et la restauration des droits nationaux. Nous condamnons sévèrement l'agression et l'expansion sionistes israéliennes et nous nous opposons résolument à la rivalité des superpuissances pour l'hégémonie au Moyen-Orient, ainsi qu'à toutes les activités d'agression, de mainmise, d'intervention et de subversion. Nous avons toujours estimé qu'Israël devait se retirer de tous les territoires arabes qu'il occupe et que le peuple palestinien devait retrouver ses droits nationaux.»

Dans son discours explicatif avant le vote de la résolution sur la question de la Palestine, le représentant chinois a réaffirmé que le gouvernement et le peuple chinois soutiennent, comme ils l'ont toujours fait, le peuple palestinien et les autres peuples arabes dans leur juste lutte contre le sionisme israélien et l'hégémonie des superpuissances, pour la récupération de leurs territoires occupés et le recouvrement de leurs droits nationaux. C'est pourquoi la délégation chinoise s'est déclarée favorable au rapport fait par la «commission sur l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien» et à son projet de résolution, et votera en faveur de ceux-ci. Cependant, a-t-il ajouté, «nous devons souligner que les recommandations dans le rapport de cette commission préconisant la solution de la question de la Palestine et la réalisation d'une paix juste et durable au Moyen-Orient, «conformément à toutes les résolutions intéressées des Nations Unies», peuvent être interprétées comme incluant les résolutions 242 et 338 (1) du Conseil de Sécurité. La position de la délégation chinoise sur ces deux résolutions est connue de tous. Nous formulons des réserves à cet égard.»

(1) : Ces résolutions, votées par l'URSS comme par les USA, considèrent le peuple palestinien comme «réfugié à vie». Elles ont toujours été récuses par son porte-parole légitime, l'OLP.



La lutte armée, seule voie pour la libération de la Palestine.

tion, l'inaction indéfinie et une impasse. La convocation de la conférence de Genève pour «une solution complète», comme l'a proposé l'autre superpuissance, est une démarche encore plus démagogique dont le but est de duper l'opinion publique, car celle-ci ne serait qu'un écran de fumée en vue de sa nouvelle intervention... Le supergrand qui se prétend «allié naturel» des peuples arabes a intensifié furieusement, au cours de l'année dernière, son infiltration et son expansion au Moyen-Orient afin de compenser son déclin en profitant de ce que l'autre supergrand est occupé à ses affaires intérieures. D'une part il expédie en Israël une importante main d'œuvre dont ce dernier a grand besoin pour son expansion et son agression, et il accentue son flirt avec Israël en élevant les contacts et le «dialogue» entre les 2 parties du niveau non-gouvernemental au niveau offi-

UNE FETE POUR TOUS LES PEUPLES REVOLUTIONNAIRES

(suite de la p. une)

ont toujours trouvé auprès de l'Albanie un appui constant et un exemple précieux dans leur lutte contre l'hégémonie, l'impérialisme le révisionnisme moderne et toutes les formes d'exploitation ou d'oppression.

Cette année, après que le peuple albanais ait fêté dans l'enthousiasme la conclusion des travaux du 7e Congrès du Parti du Travail d'Albanie, qui a réélu le camarade Enver Hoxha à la direction de son nouveau Comité central, le 32e anniversaire brillera d'un éclat particulier.

La nouvelle Constitution albanaise marque également de façon historique cette étape de développement à laquelle est parvenue l'Albanie socialiste. L'ancienne Constitution était celle de la construction des fondements du socialisme, la nouvelle Constitution, dans la continuité de la précédente sera celle de l'édification complète de la société socialiste.

Cette Constitution, qui est une importante contribution créatrice à la théorie et à la pratique du socialisme scientifique, proclame et sanctionne la nature de l'Etat albanais en tant que pouvoir de dictature du prolétariat, le rôle dirigeant et sans

partage du Parti dans l'Etat et toute la société, elle proclame et sanctionne la lutte de classes comme la principale force motrice de toute la société.

Que l'on songe un instant, c'est 1 500 000 personnes, soit pratiquement toute la population adulte, qui ont participé, dans des réunions, à la discussion et à la préparation de cette Constitution.

Comme l'a déclaré à ce moment un paysan «Jadis les pauvres étaient terrorisés au seul mot de loi. C'était pour eux une menace de famine, de prison, de mort.

Aujourd'hui, c'est le peuple lui-même qui fait les lois et il les fait pour son bien.»

Au moment où les divers partis bourgeois en France préparent élections sur élections, à l'écart du peuple, pour savoir lesquels d'entre eux auront le droit de l'exploiter, nos regards et nos cœurs se tournent vers l'Albanie pleins d'espoir et d'admiration pour le «phare du socialisme en Europe». A l'occasion de ce 32e anniversaire, le Comité de rédaction de l'Humanité rouge au nom de tous ses lecteurs adresse ses chaleureuses félicitations et ses vœux de succès au peuple albanais, à son Parti communiste et à son prestigieux dirigeant le camarade Enver Hoxha.

Depuis 10 jours 7 navires de guerre russes sont passés en Méditerranée

LE VRAI VISAGE DE LA «DETENTE»

Suite de la p. 1.

A noter qu'«en face», on se prépare également activement à la «paix et à la détente», puisque les USA possèdent déjà des sous-marins équipés de missiles «Poséidon» à ogives multiples et que la NASA travaille actuellement à la mise au point des «Trident» dont la portée serait de 7 200 km puis, plus tard, de 10 000 km !

Pour en revenir à l'URSS, il semble que la bourgeoisie Brejnev a tout de même du mal avec ses soldats (on se souvient de l'affaire du Storojevoï) puisqu'un haut responsable de l'armée russe, le vice-amiral Sorokine, a révélé l'insuffisance de l'encadrement idéologique et politique des soldats. Ce membre de la direction politique de l'armée a en effet déclaré dans le quotidien de la Défense, «L'Etoile rouge», qu'il est «essentiel d'expliquer aux jeunes recrues l'essence de la détente, les problèmes de classes liés à la coexistence pacifique et les buts de l'ar-

mée soviétique afin qu'elle puisse mener une lutte offensive contre l'idéologie bourgeoise, contre les mœurs et les influences étrangères». Il met également l'accent, dans le même article, sur la «nécessité de faire respecter la discipline à tous les niveaux».

Pour la clique Brejnev, il est absolument nécessaire, on le voit, que l'armée marche d'un seul pas et que les soldats soient «persuadés» que la politique de «paix et de détente» passe par la course frénétique aux préparatifs de guerre à laquelle se livrent les deux superpuissances, que «la lutte contre les influences étrangères» en URSS passe par la menace militaire sur les peuples de Méditerranée à plusieurs milliers de kilomètres des frontières russes.

Ces pratiques inadmissibles, trop souvent ignorées ou minimisées, doivent être largement montrées et expliquées auprès des larges masses populaires de notre pays.

La campagne de soutien à l'Humanité rouge

UN NOUVELLE BATAILLE

Suite de la p.1

1975 : les forces des communistes marxistes-léninistes se sont reconstituées et se sont développées, la situation politique nationale et internationale l'exigeant, l'Humanité rouge devient d'abord tri-hebdomadaire, puis quotidien.

C'est la plus grande entreprise, la plus grande bataille pour la presse marxiste-léniniste. Bataille contre le sabotage de la bourgeoisie, notamment des dirigeants révisionnistes du PCF, bataille contre notre ignorance aussi.

Nous avons commis beaucoup d'erreurs, il a fallu tout apprendre ; apprendre à surmonter des problèmes politiques, techniques, organisationnels nouveaux. Apprendre à rédiger, chaque jour, un journal combatif et vivant, et donner, chaque jour, le point de vue des communistes marxistes-léninistes de France sur les problèmes d'actualité, apprendre à confectionner un journal, bataille pour sortir le journal chaque jour à l'heure, pour l'expédition à temps, etc., et le tout avec des forces permanentes réduites, ridiculement réduites, à côté de tous les quotidiens de la bourgeoisie où l'argent coule à flots, difficultés financières multipliées et chaque fois surmontées grâce aux lecteurs et à leurs souscriptions.

Devant les difficultés et les insuffisances, certains parmi nos amis avaient tendance à baisser les bras. « Il ne fallait pas se lancer dans une telle entreprise, c'est de la folie », disaient-ils, « jamais vous n'y arriverez », « nous n'avons pas les forces », « nous avons encore trop d'insuffisances ». Nous répondons à tous ces amis : ce que vous appelez de la « folie », c'est l'esprit d'« Oser lutter, oser vaincre » des communistes véritables. N'était-ce pas de la « folie » pour quelques militants du PCF que de vouloir s'attaquer au révisionnisme, de lancer l'Humanité nouvelle, alors qu'ils n'étaient qu'une poignée, de créer le PCMLF, de le maintenir après sa dissolution, après les crises ? Et pourtant n'avaient-ils pas raison ? Se battre, entreprendre ce qui paraît impossible, c'est là l'idéologie de combat marxiste-léniniste.

Aujourd'hui notre journal, malgré les pessimistes, malgré tous ceux qui prédisaient, et ceux qui souhaitaient sa disparition, continue et s'améliore.

Certes, nos difficultés et nos insuffisances sont grandes encore, beaucoup reste à surmonter. Mais notre quotidien a un bilan positif. A chaque bataille de la classe ouvrière et des masses populaires, des peuples du monde, il a répondu « présent ». Des milliers d'ouvriers, français et immigrés, petits paysans, étudiants dont il a soutenu les luttes, ont appris à le connaître, il tient chaque jour sa place sur le front de la lutte contre la bourgeoisie, le révisionnisme moderne, pour l'unité des marxistes-léninistes, il soutient la lutte des peuples du monde contre l'impérialisme et le social-impérialisme. Aurions-nous pu mener des campagnes comme celle qui a précédé le grand rassemblement ouvrier et paysan du 14 février 1976, ou la campagne de soutien à nos frères immigrés des foyers Sonacotra, sans le quotidien ?

Mais cela ne suffit pas, il faut se battre encore pour améliorer et développer le journal. Il nous faut toujours mieux répondre à l'attente des travailleurs.

Cela dépend d'abord de nous. Il nous faut mieux travailler, mieux nous organiser et renforcer convenablement nos organismes, améliorer la rédaction et suivre de plus près l'actualité, les délais d'expédition, surmonter toutes nos insuffisances, et corriger toutes nos erreurs, etc.

Mais cela dépend aussi de vous, camarades et amis lecteurs. D'abord nous avons besoin de vous, de vos lettres, de vos critiques, de vos encouragements, de vos suggestions, de vos articles et de vos informations. Nous avons aussi besoin de votre soutien financier, car nos frais sont énormes : le prix du papier, de l'encre, les frais d'expédition, les fournitures diverses augmentent sans cesse, il faut payer les salaires, les locaux, le téléphone, l'électricité, l'AFP pour le télex, etc. Mais aussi, le journal ne doit pas en rester là. Les luttes en France et dans le monde se développent sans cesse. Il faut pouvoir se déplacer pour des reportages en province ou à l'étranger, améliorer notre présence en kiosque encore bien trop faible, sortir de

nombreuses affiches de propagande, envisager peut-être de devenir quotidien du matin, sortir le samedi, augmenter le nombre de pages, éditer un hebdomadaire pour la diffusion militante. Les idées ne manquent pas. Mais pour les réaliser, il faut encore des frais supplémentaires, et surtout pouvoir y consacrer plus de forces.

Nos lecteurs savent-ils qu'aujourd'hui, nous n'avons que 10 rédacteurs ? Et qui, d'ailleurs, ne font pas que ça !

Tous ces progrès nous les ferons, avec vous, avec votre soutien politique et financier.

Comment donc soutenir le journal ?

D'abord en gagnant de nouveaux lecteurs, en le faisant connaître. Plus notre journal aura de lecteurs, plus il aura de correspondance et plus il s'améliorera. L'expérience nous a montré que la meilleure diffusion c'est l'abonnement, malgré les retards, dus aux PTT, dans certaines régions. La diffusion militante d'un quotidien est difficile et la diffusion en kiosque est sans cesse soumise à toutes sortes de sabotages. L'abonnement, lui, permet, d'une part au lecteur d'avoir régulièrement, chaque jour, le journal, d'autre part permet à notre administration d'enregistrer l'entrée d'importantes sommes d'argent sur lesquelles, mis à part les frais d'expédition, aucun organisme de la bourgeoisie ne peut retenir de « ristourne ». C'est donc une méthode avantageuse sur le plan politique comme sur le plan financier.

Alors, camarades et amis lecteurs, abonnez-vous, mais surtout mobilisez-vous pour gagner de nouveaux lecteurs, proposez un abonnement à vos camarades de travail, profitez des fêtes de fin d'année pour offrir un abonnement à vos parents, à vos amis. Chacun de vous ne peut-il pas envisager de faire un abonnement supplémentaire ?

Soutenir l'Humanité rouge, c'est aussi participer à la souscription, c'est diffuser les calendriers de l'Humanité rouge. Il nous faut rapidement 25 millions d'AF ! Ne vous contentez pas de mettre, encore une fois, la main à votre poche. Organisez des souscriptions de masse, des ventes de masse du calendrier, autour de vous, dans les usines, les campagnes, les écoles et facultés, sur les marchés et dans la rue, au porte à porte. Partout où il y a des travailleurs qui luttent et qui en ont assez du système capitaliste, il y a des travailleurs prêts à soutenir l'Humanité rouge, leur journal.

Ne vous contentez pas encore d'envoyer de l'argent, participez à la campagne de soutien du journal en nous écrivant pour nous dire ce que représente pour vous le quotidien, pour nous faire part de vos initiatives pour gagner de nouveaux lecteurs, organiser la souscription, la vente des calendriers, votre expérience peut aider d'autres camarades et amis.

Grâce à vous, le journal ira de l'avant, sera toujours plus le journal de ceux qui luttent.

Faisons ensemble un grand succès de cette nouvelle bataille pour que vive et grandisse notre Humanité rouge.

EN AVANT POUR LES 25 MILLIONS

UN NOUVEL ABONNÉ PAR LECTEUR



nouvelles intérieures

Languedoc Roussillon

RASSEMBLEMENT DE SOUTIEN A MICHEL ROMAIN

Plusieurs centaines de viticulteurs étaient rassemblés jeudi dernier à Carcassonne, sous le marché couvert, pour marquer leur solidarité avec Michel Romain, responsable du Comité d'action viticole de l'Hérault.

Michel Romain paraissait en effet ce jour-là devant le juge d'instruction de Bourgen-Bresse, pour répondre des accusations mensongères proférées par Ramel, le patron vinassier de Meximieux, suivant lesquelles le responsable du CAV aurait téléphoné des menaces de mort à l'encontre du négociant, lors des événements de mars. Devant cette mobilisation des viticulteurs aucune inculpation n'a été retenue à l'encontre de Michel Romain.

En fait, le rassemblement de jeudi dernier n'était que le prélude au développement de nouvelles actions de la part des viticulteurs de cette région. La récolte a été bonne diront certains. Effectivement ! Seulement, une bonne récolte en système

capitaliste, signifie « surproduction », c'est-à-dire mévente, bas prix à la production, et finalement ruine des petits producteurs. Les stocks de la campagne précédente s'élevaient déjà pour le midi viticole à 25 millions d'hectolitres. D'autre part, la baisse des montants compensatoires (système de la CEE permettant un soignant rattrapage des fluctuations monétaires) de 12 % va rendre les vins d'origine italienne ou transitant par l'Italie, relativement moins chers sur le marché européen. Autant dire tout de suite que les trusts - négociants français vont trouver là matière à de nouvelles affaires fort lucratives, sur le dos bien sûr des petits viticulteurs de notre pays.

Déjà, les viticulteurs sont passés à l'action, il y a une dizaine de jours. Et l'un des plus gros trafiquants de France, le sieur Doumeng, milliardaire du PCF, était dans le lot des premiers frappés par les actions de masse de contrôle routier des viticulteurs.

Nantes

Avant le procès du 7 décembre

Un étudiant condamné

Un étudiant nantais a été condamné à 1 mois de prison avec sursis, plus 500 F d'amende suite à une plainte déposée par un étudiant fasciste proche de l'UNI (syndicat étudiant d'extrême-droite).

Le 7 mai, lors des grèves contre la réforme du 2e cycle, les étudiants « modérés » de divers groupuscules d'extrême-droite voulaient organiser une contre-assemblée générale afin de faire voter la reprise des cours, ce d'autant plus qu'ils étaient assurés de la non-présence à cette AG de la majorité des étudiants, favorables à la grève. Pourtant le nombre d'étudiants grévistes présents pour empêcher cette fausse AG était supérieur à celui des étudiants « modérés » ! Un affrontement verbal répandit aux diverses provoca-

tions des étudiants fascistes.

Une plainte nominale fut déposée contre un étudiant gréviste qui fut gardé 24 heures à vue, interrogé par le procureur et dont le domicile fut perquisitionné.

Ce jugement s'inscrit dans la ligne de répression de tout mouvement étudiant. Le procureur a demandé « qu'un exemple soit fait en réponse à la vague de violence du printemps dernier ».

Cette volonté de la bourgeoisie de faire des exemples pour enrayer la violence révolutionnaire s'exprime également dans l'inculpation de 25 étudiants de Nantes qui doivent être jugés en appel à Rennes le 7 décembre (voir HR No 566 du 16/11/76).

Correspondant HR

TARIFS D'ABONNEMENTS		
Pli ouvert	Pli fermé	
1 mois	32 F	70 F
3 mois	95 F	210 F
6 mois	190 F	400 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
No 30226-72 - La Source



Desombre

POURQUOI L'IMPASSE ?

Après 13 mois de grève avec occupation, où en sont les travailleuses de Desombre ?

Rappelons tout d'abord l'histoire de cette occupation. Comme la C.I.P., Desombre est une des nombreuses petites entreprises textiles du Nord, malmenées par la crise capitaliste et liquidées par des patrons dont le paternalisme dissimule mal la rapacité. L'usine ferme donc ses portes, et 200 travailleuses, sans véritable expérience de lutte, sont licenciées le 11 septembre 75. L'occupation, décidée à l'initiative de la section CFDT (il n'y a pas de section CGT) le 2 octobre, est d'emblée minoritaire, du fait de la trahison de FO qui s'abstient lors du vote et prête main forte au patron (voir HR No 500).

Le mouvement s'organise. Tous les 8 jours, l'assemblée générale devait décider des actions à mener, mais, pratiquement, son rôle a été réduit à entériner les décisions prises par les dirigeants locaux de la CFDT. Ces derniers spéculent sur le «man-que d'expérience» des travailleuses, s'efforcent dès le début d'encadrer le mouvement et de l'orienter dans le sens qui leur convenait.

Certes, conduire une grève avec occupation n'est pas une chose facile, mais de nombreux exemples montrent que les travailleurs parviennent toujours à des succès s'ils comptent sur leurs propres forces, font régner la démocratie de masse, renforcent leur unité, restent à l'offensive de manière permanente et, surtout, font preuve de vigilance en refusant de confier leur sort aux «bons soins» des chefs syndicaux des unions locales ou départementales (UL-UD).

A Desombre, il n'en a pas été ainsi. Par exemple,

au début de l'occupation, la proposition d'un comité de soutien n'a pas été discutée à la base et a été refusée par dessus la tête des travailleuses, par l'UL-CFDT et la direction Hacuitex, de crainte — comme cela a été dit ouvertement — «de se faire déborder». Quel mépris pour les travailleuses de Desombre, considérées comme des enfants incapables de juger elles-mêmes de la valeur de telle ou telle initiative ! Bref, l'UL-CFDT s'est chargée directement de la «popularisation» de la lutte, sans aucun contrôle réel de la part de l'assemblée générale.

Même chose pour la coordination des luttes impulsée par les Lip. Des contacts avaient été pris en juillet 76, mais là encore, les hautes sphères de la CFDT ont mis leur veto, sans que les travailleuses aient pu s'exprimer librement et complètement, sans que l'assemblée générale ait discuté du problème. Or, il semble que de nombreuses travailleuses étaient

Hopital Corentin Celton (Issy)

Une nouvelle tentative de licenciement particulièrement scandaleuse

(suite de la p. une)

La section CFDT contacte la section CGT qui répond qu'elle défendra l'aide-soignante syndiquée CGT, mais qu'elle ne veut pas lier les deux cas et attaquer la surveillante de jour. Comment les responsables CGT défendent-ils l'Antillaise ? Ils appuient pour qu'elle passe de veille, refusent de participer à l'assemblée générale organisée par la CFDT sur le thème : Non aux changements de service arbitraires (le 25/11) en disant : « Nous n'intervenons que pour des choses beaucoup plus importantes ».

Voici les décisions votées à l'unanimité :

- 1) Réintégration de l'aide-soignante à Devillas et suppression de l'avertissement.
 - 2) Maintien à Devillas de l'agent de garde (M. Caltouse)
 - 3) Sanctions pour la surveillante. Nous la dénonçons pour abus de pouvoir, appels à la délation et aux faux-témoignages. On demande qu'elle quitte Devillas.
- Quelles formes d'action avons-nous adoptées ? :
— Délégation de masse à la direction de l'hôpital pour mercredi prochain.
- Le 25/11/1976 : Invité une nouvelle fois à quitter Devillas, l'agent de garde refuse soutenu par son service

favorables à la participation à la coordination des luttes. Par contre, deux journées parfaitement bidon des entreprises en lutte CFDT Hacuitex ont été organisées les 8 et 9 octobre dernier (voir HR No 546). Ces journées ont-elles fait progresser la lutte des travailleuses de Desombre ? On peut en douter.

Pourquoi les travailleuses de Desombre n'ont-elles pas ressenti ce manque de démocratie ?

A cela, il y a déjà plusieurs explications. D'abord l'inexpérience de lutte et le poids des illusions legalistes et électoralistes qui ont paralysé les travailleuses et favorisé le contrôle direct des dirigeants réformistes de la CFDT. Ensuite, les ouvrières dans l'ensemble se reposent entièrement sur les délégués et l'UL. On voit ici l'importance du combat pour reprendre à compter sur ses propres forces, pour développer les initiatives de masses.

Enfin, le fait de toucher 90 % de son salaire pendant 1 an et d'être tenues en quelque sorte de poursuivre la lutte pour les conserver a

Le 26/11/1976, la direction donne «une mise à pied» de 5 jours à l'agent. L'agent refuse la mise à pied et retourne à Devillas à 15 h 30 toujours avec le soutien total de ses collègues.

A 9 h 45 : 5 flics appelés par la direction investissent le Pavillon Devillas. Immédiatement une partie du personnel de garde quitte son travail pour soutenir l'agent (une quinzaine de personnes). L'agent quitte Devillas entouré des 5 flics qui l'accompagnent jusqu'au portail de l'hôpital ! Voilà la réalité au Pavillon Devillas : une surveillance, connue pour sa mentalité de garde-chiourme, peut faire muter un travailleur en faisant des rapports men-

aculé à la participation à la coordination des luttes. Par contre, deux journées parfaitement bidon des entreprises en lutte CFDT Hacuitex ont été organisées les 8 et 9 octobre dernier (voir HR No 546). Ces journées ont-elles fait progresser la lutte des travailleuses de Desombre ? On peut en douter.

Mais quelles perspectives ont-elles ?

Quelles sont aujourd'hui les perspectives, et que recherchent les dirigeants réformistes de la CFDT ?

Il y a deux sortes de perspectives complètement opposées : celle conduisant à la victoire souhaitée par les travailleuses, et celle qu'envisagent et préparent les représentants locaux de l'union de la «gauche».

L'UL-CFDT avait fait un gros battage publicitaire autour de Desombre. Cela permettait à bon compte aux dirigeants cégétistes de redorer leur blason et de se présenter aux yeux des travailleurs comme des champions des luttes «dures», des actions efficaces. Desombre n'était-il pas présenté comme le Lip du Nord ? Cela a pu un moment abuser les masses et leur donner confiance : elles disposaient d'un exemple à suivre. Ainsi, pas loin de Desombre, à l'usine Godde-Badin de Fives-Lille, les travailleuses menacées de

songers et la seule réponse que donne la direction aux protestations unanimes du personnel c'est de mettre ce travailleur à pied et de le faire sortir comme un malfaiteur encadré par la police ! C'est une honte. Il faut empêcher le licenciement et exiger son maintien à Devillas.

Mercredi les travailleuses et la section CFDT organisent une délégation de masse à 15 h 30 à la direction. Que les sections syndicales ou travailleurs d'autres établissements de l'Assistance publique fassent connaître l'affaire et protestent rapidement notamment par l'envoi de motions de protestation ou délégations de solidarité !

licenciement se sont-elles réclamées de l'exemple de Desombre. Néanmoins, à aucun moment les travailleuses des 2 entreprises n'ont pu se rencontrer directement pour échanger leur expérience et s'épauler mutuellement. C'est seulement au sommet que les 2 entreprises étaient «coordonnées» par l'UL ! alors que, partout, l'UL-CFDT associe les cas de Desombre et de Godde-Badin. Mais, bientôt, lorsque les ouvrières de Godde-Badin ont vu que la lutte des Desombre s'enlisait et entraînait dans une impasse, elles ont été gagnées par le pessimisme et ont baissé les bras.

Résultat : le patron liquidait tout le secteur filature de Godde-Badin, sans réaction des ouvrières. Les dirigeants réformistes de la CFDT sont les premiers responsables de ce genre de chose. Là CFDT s'est efforcée de faire de Desombre sa «chose à elle»

dont elle s'occupait directement, afin d'en tirer un profit politique au service de la «gauche». Les chefs locaux de la CFDT sont responsables de l'isolement actuel des travailleuses de Desombre, car il ne suffit pas de tirer des affiches déclarant : «Desombre vivra», pour établir autour des travailleuses en lutte un large, profond et réel courant de solidarité et, surtout, pour que cette solidarité se manifeste par des actes concrets, par des actions ouvrières de masse. Au lieu de se contenter de journées «d'action» sans lendemain, pourquoi ne pas avoir mobilisé et appelé à la solidarité active les travailleurs du textile ? Pourquoi ne pas avoir organisé de vastes rassemblements de combat à l'usine-mère et multiplié les



Parution du deuxième numéro du mois de novembre. On trouvera au sommaire des articles portant notamment sur :
— le projet de taxe sur le lait : accélérant l'élimination des petits éleveurs.
— un compte rendu d'un rassemblement dans l'Orne de 1500 agriculteurs pour imposer le maintien d'un couple de petits fermiers à la terre.
— les nouvelles actions des petits viticulteurs du Sud-Est.
— l'augmentation du prix du blé-terme : une mesure qui réduit encore les revenus des petits agriculteurs.
— nous publions également une biographie détaillée du politicien bourgeois Mitterrand, dans le cadre de notre campagne de dénonciation des manœuvres de l'Union de la gauche visant à mettre en place un syndicat agricole de «gauche».



actions ouvrières de solidarité : débrayage, grèves, manifestations ?

Ne disent-ils pas eux-mêmes clairement que la CFDT doit «préparer 78» en vue de «faire aboutir» les luttes par «une négociation avec un gouvernement de «gauche» en cas de victoire» (rapport de R. Deccaillon au conseil national CFDT de la fin octobre) !

Alors pour Desombre, attendra-t-elle 78 avec de temps en temps une action bidon, telle l'occupation pendant une heure d'une banque sans aucun rapport avec l'entreprise comme ce fut le cas le 20 octobre pour commémorer le 1er anniversaire de l'intervention des flics. Il est évident que cette voie signifie l'échec sur toute la ligne.

Aujourd'hui il est clair que les dirigeants réformistes de la CFDT ont conduit la lutte des travailleuses de Desombre dans une impasse. Mais il est encore temps pour les ouvrières de se saisir, de rejeter les mystifications réformistes qui les mènent à l'échec et de s'engager sur la voie de la lutte classe contre classe, qui comprend la participation à la coordination des luttes organisée par les Lip, en vue d'établir un rapport de force national pour arracher la victoire.

Certes, la croyance aux bienfaits de «l'Union de la gauche» et des élections a paralysé les travailleuses de Desombre et facilité les agissements scandaleux des réformistes. Mais, en vérité, il y a un fossé entre ces ouvrières qui poursuivent une lutte courageuse, et les dirigeants réformistes de la CFDT qui n'ont en vue que les élections de 78, en espérant qu'elles porteront au pouvoir ces saviors du capitalisme en crise que sont les Mitterrand-Marchais.



Le scandale de l'auxiliarat dans l'Education nationale

Il existe une catégorie d'auxiliaires encore plus exploitée que les autres ; ce qui n'est pas peu dire. Il s'agit de celle des maitres-auxiliaires en éducation (faisant fonction de conseiller d'éducation), qui détiennent un triste record : celui du plus fort pourcentage d'auxiliaires de l'Education nationale. De 35 à 40 % des personnels d'éducation sont auxiliaires. Ces maitres-auxiliaires en éducation sous assujettis à des horaires qui sont en moyenne de 55 heures et qui sont parfois jusqu'à 70 heures par semaine. Leurs chances de titularisation sont très faibles : à peine 10 % d'entre eux, tous les ans, par voie de concours. Aussi, il existe des M.A en éducation en poste depuis plus de 10 ans qui attendent toujours leur titularisation. Ces personnels devraient jusqu'en octobre 75 un traitement de surveillant d'externat auquel s'ajoutaient quelques heures de suppléance, compte tenu des charges particulières de la fonction. Depuis cette date, ils ont été reclassés maitres-auxiliaires (n'ayant eu jusque là aucun statut) et le ministère a supprimé par la même occasion les heures de supplé-

ance (sans d'ailleurs alléger en rien les charges correspondantes). Ainsi, un M-A III (non licencié) responsable d'internat et non logé, subit une perte de salaire de l'ordre de 600 F par mois. Depuis quelques années, à l'initiative des militants du SGEN-CFDT, les M-A en éducation ont entrepris de lutter pour voir satisfaire leurs justes revendications ; titularisation de tous les auxiliaires ; compensation intégrale des pertes de salaire subies ; amélioration des conditions de travail ; parité enseignement-éducation ; amélioration de la formation. Ces personnels ont, toujours à l'initiative des militants du SGEN-CFDT, accentué leur pression en se mettant en grève les 3, 13 et 14 mai dernier et le 1er octobre dernier. Le SNES et le SNETP-CGT, devant la forte mobilisation qui s'annonçait, ont pris le train en marche et se sont associés aux journées de grève du 14 mai et du 1er octobre.

Que se passe-t-il actuellement ? Le ministère, aidé en cela par toutes les direction syndicales «capitulardes» a réussi à enterrer l'action, casser la mobilisation en paraissant céder sur un point, celui de l'organisation de concours spéciaux qui devaient, d'après le ministère et les syndicats, permettre de titulariser tous ou presque tous les M-A en poste.

Or, il apparaît de plus en plus qu'il n'en sera rien, qu'un petit nombre sera peut-être titularisé et que les autres resteront sur le carreau. Face à cela, les différentes directions syndicales ne proposent que pétitions et délégations. Le revirement de la direction du SGEN-CFDT donne l'impression de suivre logiquement les récentes déclarations de Maire, qui visent en fait, sous prétexte de «casser du gauchiste-entrisme-basiste», à briser la combativité légitime des travailleurs (entre autres dans l'éducation nationale), dans la perspective des élections législatives de 78, pour ne pas trop froisser ses «frères ennemis» révisionnistes du SNES et de la CGT. Mais les travailleurs de l'éducation, et plus particulièrement les auxiliaires, ne se laisseront pas faire. Ils entendent développer leur action afin d'éviter d'aller dans quelques mois grossir les rangs de leurs camarades chômeurs.

Un auxiliaire marxiste-léniniste.

Saint Etienne

ON «RESTRUCTURE» AUX BENNES MARREL

Les Bennes Marrel, c'est une société qui fabrique des bennes de camions (en particulier pour Beliel) et des équipements hydrauliques (40 % du chiffre d'affaires global).

L'usine-mère est à Andrézieux (près de St-Etienne) et emploie environ 1400 personnes. Elle possède 17 succursales et filiales au total, cela fait 4 700 personnes.

Les gens bien informés disent que le PDG, le baron d'Assignies, touche 7 millions (anciens) par mois, qu'en plus, il est actionnaire majoritaire d'au moins 6 ou 7 entreprises de mécanique. Tout le monde sait qu'il change régulièrement aux

travaux de l'entreprise bien entendu.

Vers les années 70, une boîte américaine, Withecker, a pris une participation majoritaire dans les actions. Ils ont fait beaucoup de contrôles et empêché l'argent.

Actuellement, aux Bennes Marrel, une ambiance fasciste a remplacé une atmosphère «familiale».

Gardes fournis par une compagnie de gardiennage allemande, armés, avec un chien, port d'un badge pour les administratifs avec leur nom, numéro matricule, numéro de service, obligation de récupérer son badge au poste de garde en cas de retard, cloisonnement encore plus marqué entre ouvriers et administratifs, il faut

faire attention à ce qu'on dit, etc.

L'entreprise a été touchée par la crise du capitalisme et 191 licenciements sont annoncés.

L'attitude des syndicats a été en gros de diffuser des tracts de protestation, de tenir des réunions d'information à la suite desquelles on tenait un débrayage d'une heure ou deux. Les partis de «gauche» (PS-PCF) y vont de leur programme commun. Mais les ouvriers sont mobilisés. Dans les réunions d'information (interdites dans l'enceinte de l'usine) devant le portail, on voit plus de gens en bleu de travail qu'en costume de ville !
Affaire à suivre.
Correspondant HR.

Imprimerie NEA (Lille)

Les rotativistes en colère !

A la Nationale Édition Artistique (NEA), imprimerie occupant 619 personnes, le patron vient d'exiger des rotativistes, qu'ils réduisent d'un quart d'heure par cylindre les temps de décalage et qu'ainsi ils augmentent la production. Évidemment, le salaire, lui, ne va pas augmenter !
Bref, le patron veut accélérer les cadences et intensifier l'exploitation des ouvriers.
Des que la nouvelle a été connue, l'une des équipes a exprimé spontanément sa colère en arrêtant la production dans la nuit du 22 au 23 novembre. Le lendemain, les responsables syndicaux demandent aux ouvriers «un peu de patience» jusqu'au vendredi où ils auront les «résultats définitifs». Mais pourquoi attendre si longtemps alors que les syndicats ont rencontré le patron le

19 novembre ? Pourquoi ne pas informer les travailleurs de cette entrevue ? Pourquoi condamner la juste réaction des rotos qui veulent PAR L'ACTION faire échouer les mesures patronales ?

Mais les rotos ont d'autres revendications urgentes. Ils veulent :
— 1 F de l'heure (la direction, de son côté, propose 0,29 centimes ! De qui se moque-t-elle ?)
— Le retour aux 42 h (avec 3/8) sans perte de salaire, premier pas vers les 40 h (au lieu des 48 h actuelles), et repos le samedi de nuit.
A la NEA, unité à la base et dans l'action pour nos revendications !
Correspondant HR

Châteaudun Jusqu'où va l'exploitation des ouvriers agricoles

Lefèvre, gros propriétaire terrien à Moriers a licencié dernièrement un de ses ouvriers, après 27 ans de service. Celui-ci réclame, pour lui et ses camarades :
— des bulletins de paie exacts ;
— le règlement de ses heures de travail non payées ;
— le paiement intégral de son salaire, chaque mois, et non des acomptes avec paiement du solde à la fin de l'année ;
— son droit aux congés payés ;
— un salaire décent correspondant à sa qualification.
Oui, il existe encore des cas comme celui-là et cet ouvrier agricole n'est pas le seul dans la région ! Un autre ouvrier agricole travaillant également chez Lefèvre attend ses bulletins de salaire depuis 1972.

Dans notre société, les patrons ont tous les droits, celui d'exploiter en est le principal et, pour accroître leurs profits, ils n'hésitent pas à verser des salaires dérisoires.

C'est le cas de Lefèvre qui paie ses ouvriers en dessous du SMIC, qui n'accorde pas de rémunération pour les jours fériés, qui va même jusqu'à retenir le repas de ses ouvriers le 31 septembre (jusqu'à alors, septembre n'a toujours eu que 30 jours !!).
Parmi nos camarades lycéens, beaucoup sont décidés à soutenir la juste lutte de ces travailleurs agricoles.
Cercle lycéen Gilles Tautin de la JCLMF de Châteaudun.



Fermeture de l'université d'Aix-en-Provence

UNE MANŒUVRE CONTRE LE MOUVEMENT ETUDIANT

On apprenait récemment la décision des patrons de gauche (PCF) de l'université d'Aix de procéder à sa fermeture du 29 novembre au 4 décembre.

Il s'agit là d'une manœuvre de la bourgeoisie de gauche pour dévoyer la mobilisation des étu-

diants contre la réforme de l'Université et d'un épisode de la lutte pour le pouvoir que se livrent les divers clans bourgeois.

C'est ce qu'explique le tract que nous ont fait parvenir nos camarades d'Aix, tract réalisé unitairement avec des militants du PCR ML.

ultra-sélectives avec le bachotage à la clé.

conseil d'université !). Ce ne sont pas des «délégués» dans des instances bidon qui feront reculer le pouvoir, mais la lutte de masse des étudiants dans l'unité avec les travailleurs en lutte, et non avec les directions réformistes et révisionnistes comme le proposent l'Unef et le Mas, car seule l'unité avec la classe ouvrière peut nous permettre de remporter des victoires durables.

Non à la fermeture !
Oui à la grève active avec occupation !

Par la fermeture de la faculté, les patrons «de gauche» (PCF) tentent de marchander leur application de la réforme. Réforme qui revient à l'asphyxie de la fac. Ils font tout pour empêcher la mobilisation des étudiants contre la réforme et à grand renfort de publicité essaient d'imposer la fermeture pour obtenir quelques miettes.

La seule voie pour les étudiants, c'est la lutte pour l'abrogation de la réforme. Mobilisons-nous dans ce but sans tarder.

Le 29, la fac risque d'être fermée pour «protéger» contre le manque de crédits. Le personnel ne sera plus payé. C'est le résultat des premières tentatives d'application de la réforme Soisson-Saunier-Seité à la fac.

Au moment où elle connaît une des crises les plus aiguës de son histoire, la bourgeoisie veut mettre

et vous aurez du boulot. C'est clair, Saunier-Seité veut faire de nous des chômeurs ou des chiens de garde du capital.

LUTTER POUR QUOI ?

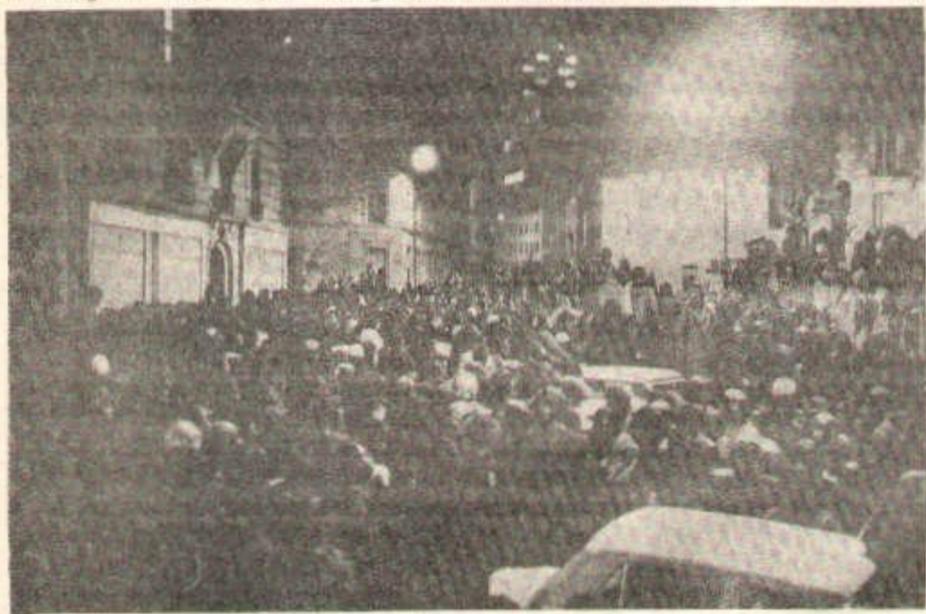
Nous ne nous battons pas pour que l'Université retourne à son état antérieur : à savoir, former des propagandistes à la solde de la bourgeoisie répandant les i-

diants contre la réforme de l'Université et d'un épisode de la lutte pour le pouvoir que se livrent les divers clans bourgeois.

Non à la fermeture !
Oui à la grève active avec occupation !

Par la fermeture de la faculté, les patrons «de gauche» (PCF) tentent de marchander leur application de la réforme. Réforme qui revient à l'asphyxie de la fac. Ils font tout pour empêcher la mobilisation des étudiants contre la réforme et à grand renfort de publicité essaient d'imposer la fermeture pour obtenir quelques miettes.

La seule voie pour les étudiants, c'est la lutte pour l'abrogation de la réforme. Mobilisons-nous dans ce but sans tarder.



au pas son université et la réadapter à ses nouveaux besoins en cadres intermédiaires qui organisent l'exploitation de la classe ouvrière : psychologues en usines, sociologues du travail, contrôleurs, inspecteurs dans les filières administratives, etc.

L'école était déjà au service des patrons, ces derniers désormais dirigeront directement la faculté par le biais des «groupes d'études techniques» dont ils feront partie. Et gare aux facultés qui ne fourniront pas des cadres sur mesure au patronat local : leurs diplômes ne seront pas reconnus.

L'esprit de compétition sera accru par les facs concurrentielles : déjà à U1 et U2 on nous dit «travaillez, bouchez-la, comme à U3

dées de «liberté-égalité-fraternité», humanisme etc... pour masquer l'exploitation de la classe ouvrière et des peuples colonisés.

Allons-nous nous battre pour une réforme qui «démocratise» l'Université ? Que font ceux qui proposent cette «démocratisation», l'Unef-Uec et leurs laquais du Mas, les tenants du «Programme commun» ?

Ils proposent des allocations d'études pour tous, mais quand ils dirigent une université, ils dévotent Saunier-Seité dans sa «réforme» ! Ainsi, Josefowitch, Recteur de l'Université de Villetanneuse (d'ailleurs plusieurs fois séquestré par les étudiants en lutte !) avait mis en place bien avant Soisson ses filières courtes,

d'ouvriers et de paysans iront rejoindre la grande masse des exploités, les autres iront rejoindre la poignée d'exploiteurs. Non, l'école du capital ne peut pas servir la classe ouvrière, et ceux qui veulent son maintien sont les ennemis des travailleurs.

Constituer des listes pour nous faire représenter par nos «zélus» aux conseils d'université et d'UER ?

Non, car les étudiants refusent de gérer la pénurie dans ces instances de collaboration créées après Mai 68 (pour certains, cette collaboration a de bons côtés : les 1,5 millions que s'est fait voter l'Unef l'an dernier au



ABONNEZ-VOUS AUX PERIODIQUES CHINOIS

«La Chine en construction»

Revue mensuelle illustrée, d'information générale sur l'édification socialiste de la Chine : politique, économie, enseignement, langue, littérature et art, sciences, sport

Au sommaire du No 10:

- Dix ans de la grande Révolution culturelle.
- Que font les anciens Gardes Rouges
- La lutte contre les séquelles du séisme.
- La construction d'une campagne socialiste. Que font les anciens Gardes Rouges.

Extrait: Une nouvelle habitante de la steppe.

« L'hiver arrive. Tsi fut affectée à la ferme d'élevage de chevaux de Don, appartenant à la brigade. Le travail était dur.

Le matin, avec un vieux père elle devait lancer du foin à l'écurie en se tenant debout sur une meule alors que le vent sifflait. Sa robe fourrée était transpercée par l'air glacial, ses bottes de cuir et ses chaussettes de laine lui collaient au corps.

Elle souffrait horriblement des mains et des pieds. Ce-



pendant, en voyant le paysan mongol travailler sans relâche, elle en fit autant oubliant le froid et la fatigue.

PEKIN INFORMATION :

1 an : 21,00 F ; 2 ans : 31,50 F ; 3 ans : 42,00 F

LA CHINE :

1 an : 17,00 F ; 2 ans : 25,50 F ; 3 ans : 34,00 F

LA CHINE EN CONSTRUCTION

1 an : 14,00 F ; 2 ans : 21,00 F ; 3 ans : 28,00 F

LITTÉRATURE CHINOISE :

1 an : 17,00 F ; 2 ans : 25,50 F ; 3 ans : 34,00 F

COMMERCE EXTERIEUR DE CHINE :

1 an : 14,00 F ; 2 ans : 21,00 F ; 3 ans : 28,00 F

ENVOYER VOS ABONNEMENTS/

REABONNEMENTS à : E 100, 24, rue Philippe de Girard Paris 75 010

POUR BIEN COMPRENDRE LA SITUATION EN CHINE

Pour bien comprendre la situation en Chine, le mieux est d'étudier consciencieusement les articles de «Pékin-Information» ou des «Cahiers de la Chine nouvelle».

Mais on doit également se reporter à un certain nombre de textes fondamentaux qui traitent de questions aujourd'hui au cœur de la campagne pour la dénonciation des agissements de la «bande des quatre» : le sectarisme, la discipline, la question des cadres, celle de la formation des continuateurs de la cause révolutionnaire, celle de la poursuite de la révolution conjointement avec le développement de la production et celle de la lutte contre la bourgeoisie au sein du Parti.

C'est pourquoi nous proposons à nos lecteurs la liste suivante de textes à étudier, liste nécessairement incomplète d'ailleurs.

- Textes du Camarade Mao Tsé Toung :
- «Rôle du Parti communiste chinois dans la guerre nationale» (Tome II des Œuvres choisies), et tout particulièrement les chapitres intitulés :

- les communistes doivent donner l'exemple dans la guerre nationale, p. 213 ;
- politique des cadres, p. 218 ;
- la discipline de Parti, p. 220.
- «Contre le libéralisme» (T. II p.25)
- «Pour un style de travail correct dans le Parti» et particulièrement sur la question du sectarisme (T. II p.40)
- «De la juste solution des contradictions au sein du peuple»
- Le pseudo-communisme de Krouchtchev et les leçons historiques qu'il donne au monde.
- Décision du Comité central du PCC sur la grande Révolution culturelle prolétarienne (août 1966)
- Rapports du camarade Chou En Lai au 10ème Congrès du PCC et à la 4ème Assemblée populaire nationale
- «Mobiliser tout le Parti, développer en grand l'agriculture et mener le combat pour généraliser les districts de type Tatchai (rapports des camarades Houa Kuo Feng et Tchen Yong Kuei).

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN, NE LE JETEZ PAS ! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !



culturel

A propos de «L'Affiche rouge»

UNE LECTRICE NOUS ECRIT

Pour compléter la critique du film de Cassenti, «L'Affiche rouge», vue surtout du point de vue de la forme, il est important de voir le but recherché par ce film.

Cassenti prétend faire connaître à la jeunesse un épisode de la Résistance, en réalité c'est tout le contraire : il veut la faire oublier. C'est du passé, cela ne reviendra plus. Et si on se fie à l'attitude des 4 jeunes qui assistent par hasard au spectacle, on peut croire qu'il y réussit fort bien. Mais la façon dont Cassenti présente la Résistance n'y est pas pour rien.

Dès le début, nous sommes avertis :

«Voilà, messieurs et mesdames, nous allons vous jouer une histoire vraie qui date de très, très longtemps, une très vieille histoire...» 30 ans ! Quel bail en effet ! des siècles ! après cela, tout est permis : on est censé nous présenter le groupe Manouchian, mais nous voyons des gens tombés par hasard, accidentellement, dans la Résistance sans trop savoir pourquoi. Ainsi ce jeune immigré qui, pour ne pas être envoyé au STO — car cela lui coûtait trop de quitter son équipe de football, a préféré rentrer dans la Résistance ; ainsi cette jeune Roumaine qui en veut aussi bien au fascisme qu'à la Résistance, car l'un lui a pris la Roumanie et l'autre (c'est à dire la Résistance) son enfant et surtout son mari ; ainsi ces autres qui bafouent toute règle élémentaire de sécurité, toute discipline, arrivant tranquillement en retard lors d'une action de sabotage contre le fascisme, aussi ceux-là encore qui se promènent paisiblement parmi les fascistes comme si de rien n'était ; ainsi enfin, celui-ci qui se permet de saluer avec insistance un soldat nazi, en expliquant à son compagnon offusqué qu'il n'a pas de haine pour le peuple allemand, trahissant et dénaturant grossièrement le vrai sens des derniers mots de Manouchian...

Est-ce pour plus de véridité ou parce que la pilule est trop grosse à avaler que Cassenti met en scène des «témoins» de cette époque qui viennent affirmer de telles calomnies tout en conseillant les acteurs dans leur besogne ?

Est-ce pour nous rassurer

qu'il nous montre le fascisme sous les traits d'un personnage certes hideux mais fou et maniaque comme si le fascisme n'était pas une politique délibérée d'une classe qui veut toujours plus s'enrichir et baigner le peuple.

Toujours est-il que jamais nous n'avons l'impression de revivre cette époque de lutte antifasciste, de voir des communistes, des résistants solidement organisés comme l'était le Groupe Manouchian.

L'autre aspect du film c'est de montrer l'indifférence de la jeunesse, son insouciance et son désintérêt (selon Cassenti, bien sûr). Les 4 jeunes venus par hasard à la Cartoucherie de Vincennes, repartent avant la fin du spectacle, indifférents, sans trop bien avoir compris ce qui se passait.

Que cherche donc Cassenti ? Faire du style ? Ou faire passer un certain nombre d'idées politiques qu'il est allé piocher du côté de ceux qui ont trahi cette Résistance et l'espoir qu'elle représentait pour de nombreux communistes et pour les travailleurs. Cassenti peut remercier la Mairie d'Ivry pour les précieux documents fournis gracieusement, il en sera lui-même remercié.

Nous, les jeunes, nous voulons apprendre auprès des résistants antifascistes auprès des communistes authentiques, nous voulons connaître la Résistance. Le combat de Manouchian, nous le continuerons !

Une lectrice

A la télévision du 30 novembre au 3 décembre

MARDI 30, TF1, 20 h 30.
Les 2 pieds sur terre : l'armée

Toutes les institutions sur lesquelles repose l'Etat bourgeois ont leurs louangeurs attirés. L'armée, et plus spécialement l'armée de métier, ne fait pas exception. Chargée de maintenir l'ordre et les intérêts impérialistes par le feu et le sang, dans les colonies comme en métropole, il ne manque pas d'artistes à gages pour louer sa noble mission, la virilité et la mâle beauté des treillis défilant, l'esprit d'abnégation qui préside, paraît-il, au massacre des peuples. Tout cela pour masquer la vérité fondamentale de l'armée : l'instrument principal de la bourgeoisie quand elle décide le recours à la violence. Précisons enfin que l'émission de ce soir est réalisée pour la plus grande gloire de l'armée par Raoul Coutard, photographe du film de P. Schoendorffer, «La 317e section» (hymne aux massacreurs du peuple vietnamien).

MARDI 30, A2, 20 h 30.
Les Dossiers de l'écran : Elle court, elle court, la banlieue

D'une façon comique, ce film essaie de décrire l'exploitation des banlieusards : il essaie seulement, car dans le style «on rigole bien de nos malheurs», le réalisateur G. Pirès n'avance aucune solution. Il s'attarde sur les situations les plus «épiques» mais avec le goût désagréable de la moquerie. La moquerie des gens qui ne sont pour lui que des pantins manipulés, incapables de comprendre. L'exploitation scandaleuse que les travailleurs connaissent bien est poussée jusqu'aux confins de l'absurdité. Ainsi le rire, provoqué par ces situations nous déporte de la réalité et désamorce tout espoir de changement.

JEUDI 2, A2, 22 h 30
Voyage : le Bhoutan

50 000 km² de hautes montagnes et de plaines fertiles, 1 million d'habitants environ. Le Bhoutan, pays essentiellement agricole, situé entre l'Inde et la Chine, attire nombre de gens pas sa vie spirituelle et religieuse. «A l'écart des grands bouleversements sociaux, politiques et techniques», ses habitants «vivent comme leurs ancêtres», et ses moines pratiquent le fascinant bouddhisme tibétain. Mais ne rêvons plus : ni la religion, ni la persistance d'un régime féodal autocratique ne tombent du ciel. Elles répondent, au Bhoutan comme ailleurs, aux besoins d'une classe dominante pour maintenir son pouvoir sur le peuple. Le Bhoutan, vraiment «à l'écart» ? En tout cas sous la tutelle de l'Inde, dès l'indépendance du pays en 1949 sur la plan des relations internationales, tutelle sans cesse renforcée depuis. Le Bhoutan n'est pas un paradis spirituel, mais un pion dans la stratégie mondiale et la lutte entre les deux superpuissances dans cette région de l'Asie.

VENDREDI 3, A2, 22 h 45.
Ciné-club : le Blanc et le Noir

Ce film, tourné en 1930, fut un des premiers films français parlant. L'apport même du son, outre son rendement financier et la création d'un nouveau mode d'expression, fut une véritable richesse pour le système en place, à savoir donner son point de vue idéologique.

Ainsi, «le Blanc et le Noir» en est un exemple flagrant. D'abord les vedettes en vogue sont sur l'affiche du film : Raimu, Dantes ; et ensuite, la trame du film : une femme trompe son mari avec un acteur noir américain. Neuf mois plus tard, elle se retrouve mère d'un enfant noir. Nous avons à faire ici à l'histoire-type du théâtre de boulevard, avec en plus du mépris pour la femme, et de la prétendue «bêtise humaine», le racisme le «plus naturel».

Mais cette histoire n'est pas un hasard, l'idéologie bourgeoise essaie de canaliser, de fixer ses conceptions pour faire admettre ses actes colonialistes de l'époque. Ainsi, en 1930, c'était le centième anniversaire de la conquête de l'Algérie, c'était la guerre d'Indochine, c'était aussi la répression sanglante contre les Annamites.

Quoi de surprenant alors d'entendre le docteur dans le film déclarer : «Il serait bicéphale ou hermaphrodite, il n'y aurait rien à dire... mais noir...!!!» ?

SAMEDI 4, TF1, 20 h 30
Guy Bedos

Les «comiques», dans le showbusiness, ce sont ceux qui excellent à faire rire le peuple de lui-même, à lui faire prendre en haine sa propre image. Inutile de dire qu'il s'agit là d'un «certain» peuple. Les individus les plus réactionnaires et les plus rétrogrades, les plus bêtes aussi, sont donnés comme modèles du fameux «Français moyen». Fernand Reynaud était le chef de file de ces «maitres du rire» : il y a aussi le comique absurde et sans contenu de Raymond Devos : «l'art pour l'art» dans le domaine du gag. Très drôle pour tous ceux qui ont la chance de le comprendre.

Guy Bedos occupe-t-il une place à part ? Tous ses sketches (ou la grande majorité) ont pour cible les personnages de la bourgeoisie. Il ridiculise leur façon de vivre et de penser. Patrons, gosses de riches, rentiers oisifs, petits-bourgeois pénards, vedettes de cinéma, curés «dans le vent», tous y passent. Chose encore plus rare, il arrive dans certains sketches que le peuple apparaisse en contre-point positif à cette marée de bêtise et d'égoïsme. Bedos, enfin, ne se cache pas de rechercher, par ses sketches, des effets politiques sur le public. On a notamment pu l'entendre faire une sorte «d'autocritique» pour n'avoir pas obtenu l'effet recherché dans un sketch trop ambigu (trop «réaliste») sur le racisme.

Nous ne sommes pas encore en mesure de juger le travail de Bedos. Quelle est sa nature idéologico-politique ? Mais il est certain qu'il occupe une place spéciale. Vous pourrez vous faire une idée en voyant l'émission.



**Le front culturel est
aussi l'affaire
de tous les travailleurs**
**PARTICIPEZ
A LA RUBRIQUE TV !
REGARDEZ
LES EMISSIONS
COLLECTIVEMENT,
CRITIQUEZ-LES,
ENVOYEZ-NOUS
VOS INFORMATIONS
ET VOS POINTS DE VUE**

l'Humanité Rouge

enquête

Sur le front du logement (4)

LOCATAIRES, ORGANISEZ-VOUS !

Dans les cités, dans les quartiers, comme dans les usines, il est indispensable de s'organiser pour mener la lutte ! Les organisations qui luttent sur le front du logement sont nombreuses. Certaines concernent spécifiquement ce front, telle la CNL (confédération nationale des locataires).

D'autres ont une activité plus large, tels de nombreux comités locaux et des organisations nationales, comme le SNCV (syndicat national du cadre de vie, anciennement dénommé APF, association populaire des familles).

Nous nous limiterons surtout aujourd'hui à parler de la CNL, des comités locaux, et nous nous efforcerons de répondre à la question : sur quelle base s'organiser ?

La CNL, la plus importante des organisations de locataires, comptait en 1975 223 000 adhérents, dont plus de 50 % de locataires en HLM et 3 % seulement d'accédants à la propriété. Cette organisation, fondée il y a 60 ans, au passé de lutte prestigieux, est actuellement contrôlée par les révisionnistes qui s'en servent comme d'une courroie de transmission pour faire passer leur ligne politique parmi les locataires. Mais, d'après ce que nous écrit un correspondant, délé-

CNL : L'HEGEMONIE DU PCF CONTESTEE

Malgré cela et bien que les révisionnistes aient souvent monopolisé la tribune, ils n'ont pu obtenir que la CNL soutienne explicitement le programme commun, comme le fait la CGT. Le système d'élection de la commission administrative, qui fait du vote une simple formalité, la commission étant pratiquement désignée d'avance, a été violemment critiqué par beaucoup et, en guise de protestation, 102 délégués sur 394 ont modifié la liste soumise par la direction. En commission de travail, les délégués sont intervenus, le plus souvent pour raconter les luttes menées contre la gestion des offices HLM, ce qui a valu un rappel à l'ordre de la direction qui a regretté une «insuffisance de prise de conscience politique», c'est à dire, en fait, que les locataires luttent vraiment contre leurs propriétaires plutôt que de se borner à dire «C'est la faute à Giscard !». Un délégué immigré, de la fédération du Bas-Rhin est intervenu pour dénoncer les conditions de logement des travailleurs immigrés et a pu déclarer à propos de la lutte des locataires de la Sonacotre : «soutenir le comité de coordination des foyers en grève, c'est soutenir directement les travailleurs immigrés ; refuser ce soutien, c'est plus que trahir, c'est permettre à M. Poniowski de frapper plus encore !», ce qui n'a pas dû faire plaisir aux dirigeants du PCF.

Il est certain que ces dirigeants tenteront de récupérer la volonté de lutte qui s'est manifestée au niveau d'un assez grand nombre d'amicales. Néanmoins, une telle situation n'est-elle pas plutôt favorable aux marxistes-léninistes et à tous ceux qui veulent mener la lutte sur une base de

INTERVIEW D'UN ADHERENT C.N.L.

Tu as milité activement dans la CNL alors que cette organisation est plutôt mise en sommeil dans la municipalité PCF où tu habites. Pourquoi ce choix ?

La CNL, quoique discréditée auprès d'un certain nombre de locataires combattifs, était déjà présente dans notre cité. Une organisation de plus risquait d'apparaître comme une division supplémentaire. Aussi, pour être mieux en mesure de faire l'unité, nous avons convaincu ces locataires combattifs de se présenter aux élections du bureau de l'amicale et nous avons été élus sur un programme de lutte.

L'appartenance à la CNL a-t-elle freiné votre action ?

Non, car contrairement à de nombreuses amicales qui se mettent automatiquement sous l'aile du PCF et de la municipalité en se reposant sur le bureau de section CNL, nous étions décidés à compter sur nos propres forces et sur la mobilisation des locataires. Cependant, même si l'influence du PCF dans la cité et l'amicale est assez faible, il nous a fallu la combattre pour impulser des actions efficaces.

Avez-vous eu, dans le cadre de la CNL, des «problèmes» du fait de votre désaccord avec le programme commun ?

Il était connu publiquement et pourtant nous n'avons jamais été, par exemple, menacés d'expulsion... Maintenant c'est sans doute aussi une question de rapport de force et de tactique, car il était intéressant pour la CNL d'avoir dans la section une amicale combattive. A mon avis, il ne suffit pas de refuser des manifestations promenades à la préfecture pour se démarquer réellement. Le seul moyen d'éviter la récupération, c'est de mener aussi la lutte sur le terrain politique.

Lorsque tu as été élu au bureau de section, quelles possibilités est-ce que ça t'a donné ?

J'ai pu avoir une vue d'ensemble de la CNL sur le département, mieux connaître ses rouages et la façon dont le PCF s'y prend pour faire son travail de manipulation. Ainsi, avant l'été dernier, c'est lui-même qui a insisté pour relancer l'activité des amicales, car elles devenaient par trop croupion et ne lui permettaient même plus d'organiser ses défilés de publicité pour le programme commun. Cela m'a donné la possibilité, également, d'aller discuter avec d'autres amicales de leur lutte et de leur donner mon point de vue.

Rennes, ont une assise plus officielle et reçoivent des subventions. Pourtant, cette dernière a contribué grandement à la lutte contre les augmentations de chauffage et a été à l'initiative d'un comité de chômeurs qui a joué un rôle important dans la lutte contre les expulsions.

SUR QUELLE BASE S'ORGANISER ?

Il est évident qu'on peut se sentir les mains plus libres dans un comité «autonome». Mais la masse des locataires a souvent plus confiance dans un comité ou une organisation «officielle» qui permettent donc parfois d'élargir davantage la base de l'action. L'expérience de certains comités «loi de 1901» ou d'associations de résidents va dans ce sens. Une organisation nationale, telle la CNL, l'APF ou d'autres, offrent, par ailleurs, des possibilités de coordination et de vue d'ensemble sur les luttes et la façon de les mener qui n'existent pas dans les comités locaux.

Le choix de la forme d'organisation se fait sur la base de la volonté de lutter de manière efficace pour faire aboutir nos revendications de locataires : il dépend à chaque fois de la situation concrète, notamment de l'existence ou non d'organisations sur le front du logement, de leur audience ou, au contraire, du discrédit de certaines, des possibilités qu'elles offrent pour mener l'action. En ce qui concerne les marxistes-léninistes, ils doivent se guider sur le même principe que pour le choix de l'organisation syndicale sur le lieu de travail. Militier dans une organisation de masse doit leur permettre d'être actifs au sein de la lutte des masses, d'impulser des formes d'action justes, correspondant aux nécessités de la lutte, et aussi de travailler à arracher à l'influence bourgeoise et révisionniste la classe ouvrière, ainsi que les autres travailleurs.

C'est sur la base de cette conception communiste du travail de masse, et en analysant à chaque fois la situation concrète, qu'ils choisiront leur forme d'organisation.

AUTRES FORMES D'ORGANISATION

Alors que la CNL s'occupe uniquement de problèmes de logement, des comités locaux, de même que des organisations nationales, tels que le SNCV, se préoccupent également d'autres questions touchant les conditions de vie.

Ainsi, à Redon, dans un quartier HLM de 550 logements, s'est créé en 1975, après une lutte menée avec succès pour obtenir de la mairie un service de car entre le centre ville et le quartier, un comité de locataires qui mène la lutte contre les augmentations de chauffage, mais prend aussi en compte d'autres revendications concernant l'aménagement du quartier (salles collectives, terrains de jeu pour les enfants, etc.), la garde des enfants, les problèmes des chômeurs, etc.

A Vitry sur Seine, dans un quartier de 1 500 logements, un comité, devenu association loi de 1901, s'est créé sur la base de la lutte contre les saisies, mais aussi pour combattre la répression sous toutes ses formes, etc. Outre des luttes dures, il a aussi fait des démarches pour obtenir des dégrèvements, constitué un dossier sur les chômeurs, etc.

D'autres comités, souvent intitulés associations de résidents, telle l'ARV de

JOURNAL DU COMITÉ DE QUARTIER



La revolte gronde ! les locataires s'organisent.

qu'au congrès de mai 76, la domination du PCF, toujours écrasante aux échelons élevés, ne s'exerce pas sans difficultés. Ce congrès de Montreuil, le dernier avant 78 avait beaucoup d'importance pour les révisionnistes. Dans son rapport d'ouverture, Massu, président de la CNL et responsable du PCF, mettait en avant tous les thèmes chers aux révisionnistes : la responsabilité du gouvernement giscardien (et jamais du capitalisme), les difficultés des cadres et techniciens, la nécessité d'une autre politique du logement «démocratique» (entendez : programme commun !).



légende du dessin : «A l'exemple de la vaillante section de Boulogne-Billancourt, le bloc uni des locataires écrasera le bloc des vautours et de leurs complices et alliés !». Dans les années précédant le Front populaire, même si des illusions existent, la Fédération des Locataires mène l'action sur des positions de lutte de classe.